

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDREDI 28 MAI
 N° 195 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire N° 56 942

**L'AMÉRIQUE
LATINE SOUS LA
BOTTE FASCISTE :**

**DES RÉFUGIÉS
URUGUAYENS
TÉMOIGNENT VOIR P. 7**

CONGRÈS CFDT

OFFENSIVE CONTRE LES REVOLUTIONNAIRES

Sans doute trop bousculés à leur gré par les intervenants au congrès, les dirigeants confédéraux ont voulu hier prendre l'offensive. Edmond Maire, à qui il incombait de répondre aux interventions, l'a fait dans une longue diatribe. Ses tours de passe-passe visaient, à chaque fois, à marquer des distances vis-à-vis des signataires du texte des cinq fédérations et de Rhône-Alpes, «socialiste de gauche», tout en tentant de clouer au sol la montée de la contestation syndicaliste révolutionnaire dans ce congrès.

Pour ce faire, il s'est appuyé autant que possible sur les thèmes sensibles d'une «spécificité CFDT» autour du «refus de toute théorie extérieure», d'un soi-disant «réalisme» et surtout de l'affirmation qu'à la CFDT «on ne veut pas être les assistés d'une gauche au pouvoir qui penserait pour nous»...

Maire a également su, avec un certain brio, donner l'impression de garder dans ses attaques la balan-

ce égale entre les gens du CERES et contre l'extrême-gauche. Mais en fait, ce mouvement de pendule a bien fini par retomber contre la présence des révolutionnaires dans la CFDT, contre le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la révolution socialiste, surtout. Car le courant Rhône-Alpes, PTT... a fait preuve de «modération» pour pouvoir être de la prochaine équipe.

Mais en fait, ce mouvement de pendule a bien fini par retomber contre la présence des révolutionnaires dans la CFDT, contre le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la révolution socialiste, surtout. Car le courant Rhône-Alpes, PTT... a fait preuve de «modération» pour pouvoir être de la prochaine équipe.

Mais le plus grave dans cette intervention, destinée visiblement à «normaliser» les orientations de la CFDT (et notamment au plan de la stratégie d'unification des forces populaires), c'est bien le point de vue de classe qui s'y répandait à fond !

BASSIN NORD PAS-DE-CALAIS

LE PAYS MINIER EN GREVE!



Aujourd'hui et demain, les mineurs du bassin du Nord - Pas-de-Calais seront en grève à l'appel de leurs syndicats CGT et CFDT.

Ainsi, ils rejoindront le mouvement engagé par leurs 3000 camarades de Sallaumines, Courrière, et Escarpelle, en grève depuis près d'une semaine à la suite de la décision des Houillères de lock-outer ces trois puits.

Le 13 mai, à Sallaumines, alors que les mineurs de la fosse 5 avaient décidé à l'unanimité d'observer une heure de grève en début de poste, la direction répondait en fermant le puits. Aux mineurs de Courrière et du Douais qui se mettaient à leur tour en grève dès le

lendemain, la direction opposait la même tactique : le lock-out !

C'est bien à une attaque en règle contre le droit de grève, contre leur droit à la lutte que les mineurs ont aujourd'hui à faire face ! Trop, c'est trop ! disent les mineurs. Ce qui est proprement intolérable, c'est que les Houillères, appliquant progressivement leur plan de liquidation des puits et jetant au chômage des milliers de travailleurs chaque année, s'acharnent à réprimer toute volonté des mineurs de s'opposer à l'intensification du travail, au nivellement par le bas, des salaires, à l'absence scandaleuse de sécurité, à la dégradation des conditions de vie dans le pays minier laissé à l'abandon.

- Notre enquête sur le logement des photos qui accusent p. 2
- Bataille pour la réintégration des 23 de Bourgogne Electronique p. 5
- 126 Cambodgiens rentrent au pays ! Interview à Roissy p. 8
- Tribune du 2^e Congrès du PCR la question des régions, le travail communiste dans les syndicats p. 10
- Les dossiers noirs du racisme dans le midi de la France p. 11

Entretien avec Roger Pic :
**LE VIETNAM
UN AN
APRÈS**
voir p.8

GRECE

voir p.7

PUISSANTES MANIFESTATIONS CONTRE LA LOI ANTI-GRÈVE



37^e CONGRÈS CFDT

- LE RAPPORT MAIRE
- INTERVENTION D'UNE DÉLÉGUÉE DU SYNDICAT DES MÉTAUX
- LA PLACE DES O.S. DANS LA CFDT

voir p. 9

suite p.4

ENQUÊTE

A QUELLE ENSEIGNE SOMMES-NOUS LOGES ! -11-

DES PHOTOS QUI ACCUSENT ! TRANSMIS PAR DES CORRESPONDANTS ET DES AMIS DU QUOTIDIEN !



LA CITÉ «RADIEUSE»

REPORTAGE PHOTO
de Daniel Brachetti
ouvrier à MICHEVILLE
Lorraine

Dans ce bloc gigantesque vivent 1200 familles, ouvrières pour la plupart. C'est la «cité Radieuse», construite à 2 kilomètres de BRIEY, près de METZ, en Lorraine, selon les plans de l'architecte Le Corbusier. Cet ensemble ne devait pas être réduit à des blocs de béton, mais il devait comporter des équipements collectifs, un centre culturel, un centre social, des magasins... Au total, c'est une cité-dortoir comme une autre.

Les locataires s'y trouvent si mal que c'est presque devenu une cité de transit. Dans l'esprit de Le Corbusier, cette construction se voulait «audacieuse» et devait favoriser une «vie communautaire active et riche !». Sa plus grande innovation a été les appartements sans cloisons intérieures, et ces immenses couloirs en béton nu où on peut faire de la mobylette quand on s'ennuie trop !

Le «Sillon de Bretagne» : 3 000 habitants. Une masse imposante : 26 étages au centre de l'immeuble, des couloirs avec uniquement de la lumière électrique, des ascenseurs rapides qui ne desservent qu'un étage sur cinq (le reste se fait par des escaliers !), des pièces centrales qui ressemblent plus à l'intérieur d'une prison qu'à l'intérieur d'un logement.

La composition sociale varie suivant les trois parties de cet immeuble. Une grande aile de quatre étages maximum où sont les couches les plus aisées. La tour centrale (26 étages) et une petite aile où sont tous les PLR («loyers réduits»), et où la composition est fortement ouvrière.

Comment laisser descendre tous seuls des enfants dans le parc de jeux quand on habite au 25^e ? L'histoire du «Sillon» : à l'origine, des gens de gauche (CFDT, vieille CFTC) veulent faire du «social» en construisant un immeuble où les locataires «dirigeraient les affaires», «où le logement serait intégré dans tout un ensemble : services, loisirs, etc...»

En fait, «le Sillon», dans sa construction, a été obligé de suivre les lois des entreprises capitalistes, avec l'économie surtout dans la construction. Exemple : le procédé qui consiste à prendre les canalisations dans la masse des murs, résultat : de l'eau rouillée au robinet ! Le procédé a pourtant l'aval du CNET-HLM (Organisme d'étude et de contrôle des nouvelles techniques). Mais, en quatre ans, les charges ont quand même augmenté de 13,5 %, ce qui a donné lieu à une grève complète des charges.

Nantes au «Sillon de Bretagne»

L'ascenseur dessert un étage sur cinq



VILLERUPT : LA «MODERNISATION» VUE PAR L'OFFICE DES HLM

Pour installer le chauffage, on fracture les portes

En fait de modernisation, une enquête effectuée par les APF au mois de mars 76 auprès des entrées qui possèdent déjà le même système de chauffage au gaz par air pulsé, démontrait que sur trente deux locataires, 20 seulement l'utilisent et souvent pas à plein temps. Une grande majorité déclare dépenser 250F et plus par mois. Tout le monde se plaint de l'installation, des bouches d'air pulsé sont placées au plafond, l'air chaud semble plus que malsain et poussiéreux.

A une réunion APF à la mi-avril qui faisait suite logiquement à l'enquête effectuée au porte à porte dans cinq entrées, les locataires présents étaient prêts à décider sur le champ un blocage des travaux en cours sur les bases suivantes : indemnisation totale de tous les appartements ayant subi des dégâts, l'office de HLM change ses méthodes de modernisation sinon chaque locataire lui refuse l'entrée ainsi qu'à

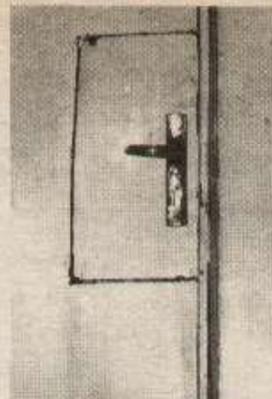
l'entreprise d'installation. Il a aussi été envisagé de bloquer le paiement des charges locatives si satisfaction n'était pas donnée immédiatement. Il faut dire que le directeur des

HLM répond qu'on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs, qu'il a le droit contre l'avis des locataires de pénétrer de force s'il le faut dans les appartements pour terminer les travaux à sa guise.

Un appartement des HLM de Riesa à Villerupt

Porte d'entrée, découpée autour de la poignée, pour pénétrer de force chez un locataire. En l'absence des locataires, les entreprises fracturent les portes pour installer, à la demande de l'office des HLM, des installations de chauffage «modernes» que les locataires refusent.

Cela fait bientôt 4 ans que des travaux de modernisation du chauffage sont entrepris par l'office des HLM dans un bloc de Villerupt où vivent 120 familles réparties dans 2 blocs de 4 étages sur la colline de la ville la plus exposée au vent et au froid.



C'est alors que la PCF, se sentant pris de vitesse, a engagé une «action» parallèle : mais, à part les pétitions et les projets de délégations à la Préfecture, il n'est pas question pour lui de s'engager à «l'aventure», comme le fait, selon lui, l'APF : car aller prendre des photos dans les appartements qui ont subi des dégâts fait sans aucun doute partie de l'«aventure» de même qu'envisager de bloquer le paiement des charges ou les travaux en empêchant les entreprises d'entrer dans les appartements.

Au cours d'une réunion fin avril, destinée à couper l'herbe sous les pieds à l'action des locataires avec l'APF, le PCF se contente d'appeler à l'«unité autour des propositions du PCF sur la politique du logement au niveau national» en indiquant qu'il faut «replacer les problèmes particuliers dans un contexte général».

L'adjoint au maire PCF déclare : «Je suis venu ici parce que vous m'avez demandé de venir, il faut prendre exemple sur le bloc de logements géré directement par la municipalité PCF et dans l'union, vous obtiendrez exactement les mêmes merveilles chez vous : les pelouses entretenues, un garage pour chaque voiture, un concierge par cage d'escalier, «qui sortira les poubelles et qui fera la police» (en français dans le texte). La police pour aider à fracturer les portes dans ces blocs de HLM où la municipalité a elle-même présidé à la construction ?

La lutte avec l'APF se poursuit.

Montceau :

Le «camp de ROUVERAT» ! comme on dit communément à Montceau. En 1976, des mineurs et d'autres travailleurs, âgés pour la plupart, vivent encore dans cet ancien camp de prisonniers de la deuxième guerre mondiale. Ce camp, à l'écart des routes principales, situé derrière la centrale thermique de LUCY, à Montceau-les-Mines, est propriété des Houillères. Cloisons intérieures faites de planches disjointes, fissures, fenêtres et portes mal jointes qui laissent passer généreusement courants d'air et poussière... La poussière est un grand problème dans ce quartier où la centrale toute proche répand journalièrement sa poussière et où INTRATOR (société privée, qui perce du rocher pour la mine) jette ses poussières de pierre dans un déversoir installé juste à côté de ROUVERAT.

Un mineur écœuré : «à 51 ans, après 33 ans de fond, dans la poussière, vivre ici c'est inadmissible. D'ailleurs moi, j'appelle ça un camp de concentration, il n'y a pas de respect pour l'ouvrier...»

A Montceau-les-Mines, ce qui était «bon pour les prisonniers de guerre allemands» est toujours, 30 ans après, «bon pour des mineurs âgés au surplus».

ROUVERAT, quartier scandale, est une illustration vivante aux yeux des Montcelliens de cette «qualité de la vie» chère à notre maire Jarrot, ex-ministre expert-gadgets!

correspondant Montceau-les-Mines

CAMP DE PRISONNIERS POUR LES LES TRAVAILLEURS DE LA MINE !



Au conseil des ministres

BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN

Les femmes du gouvernement étaient en première ligne au dernier conseil des ministres. Ce sont en effet Giroud, sur la condition féminine et Scrivener sur la consommation qui ont présenté les projets les «plus importants».

LES FEMMES COUPÉES EN TRANCHES

Les projets de Madame Giroud ont du poids : celui du papier sur lequel ils sont imprimés : 7 cahiers, 250 pages. Mais c'est bien le seul poids qu'on peut leur reconnaître. Françoise Giroud a découpé les femmes en 5 tranches d'âge, et pour chacune de ces tranches fait des propositions spécifiques. Pour les petites filles, elle demande la création d'une commission de révision et de contrôle du matériel d'enseignement «afin que les stéréotypes tendant à opposer vertus viriles et vertus féminines en soient éliminés».

Une des plus importan-

tes mesures concernent les adolescentes, il s'agit de l'examen des «modalités de création d'un service national de quatre à six mois» qui serait effectué à 16 ans ou après le baccalauréat pour celles qui continuent leurs études. Il s'agirait d'un service civil qui fournirait une main-d'œuvre bon marché pour remplir certaines tâches para-médicales entre autres, et qui par ailleurs, viserait à renforcer l'endoctrinement idéologique de futures mères de famille.

Parmi d'autres suggestions, notons une indemnité de 50% du salaire de base pour celui des deux époux assurant la garde d'un enfant malade, le

versement d'une allocation à «toute mère d'un enfant de moins de trois ans, qu'elle ait ou non une activité professionnelle» au dessous d'un certain plafond de ressources. Les autres propositions sont d'importance secondaire : transmission possible du

nom de la mère aux enfants, possibilité de faire des déclarations d'impôts séparément...

La plupart des propositions de Giroud sont soit très mineures, soit hypothétiques : il ne s'agit que de suggestions qui de-

vront avant de connaître un début d'application, recevoir l'aval du gouvernement et être votées, il est probable qu'une bonne partie ne passeront pas ces obstacles ou seront sérieusement amputées. Si certaines tentent de supprimer quelques as-

droit d'attendre des mesures rapides et efficaces réglementant l'utilisation de produits dangereux.

Or, on apprend que deux décrets sont en préparation pour les produits cosmétiques, que la loi sur l'étiquetage sera renforcée, que la publicité mensongère sera plus sévèrement réprimée (où commence le mensonge en publicité) les normes de sécurité seront développées.

En l'absence d'un projet précis, il est difficile d'apprécier correctement ces propositions. Mais on peut déjà remarquer que certains produits toxiques ne sont toujours pas interdits malgré le danger qu'ils font courir par exemple, l'amarante.

Parmi les autres mesures, beaucoup de vent : éducation sur la question de la consommation, labels de qualité, création d'un groupe interministériel... Certaines propositions visent à récupérer les associations de consommateurs en leur proposant de déposer leurs griefs dans des boîtes aux lettres départementales et en leur ouvrant diverses instances : commission de la concurrence etc... et surtout envisage de leur accorder une aide financière sur des actions précises.

Comme les propositions de Giroud, celles de Scrivener portent sur des domaines dans lesquels les luttes des masses se développent et où le point de vue de la bourgeoisie est de plus en plus remis en question, elles visent à faire illusion.

En deux ans de libéralisme giscardien, nous avons pu tester ce que valaient les «réformes» qui nous étaient annoncées. Celles-ci ne valent pas mieux que les précédentes. Elles ne duperont personne.



Service civil national pour les femmes : une façon de fournir une main-d'œuvre à bon marché pour les hôpitaux.

DERRIÈRE LES PROMESSES DE BAISSÉ DES MÉDICAMENTS

Le gouvernement a annoncé une prochaine baisse sur les prix des médicaments. Cette nouvelle baisse succédera à celle qui a déjà opérée, il y a quelques mois. Cette opération, qui présente indubitablement un caractère démagogique, vise à dégonfler le déficit de la Sécurité Sociale.

Ecartons un peu «les plumes de la baisse» dont se pare le gouvernement pour voir ce qu'il en est en vérité. La réalité, c'est la hausse générale des médicaments. M. Maillard, président du Syndicat de l'Industrie Pharmaceutique n'hésite pas à citer lui-même cet exemple courant : un laboratoire vend un million de flacons d'un sirop pour la toux, connu, avec une marge bénéficiaire

qu'il estime trop restreinte. La solution est vite trouvée. On retire le produit du commerce et on sort un nouveau sirop identique au premier, à quelques enzymes près, mais à un prix nettement supérieur. La «substitution» est pratiquée couramment par les trusts pharmaceutiques. Ainsi le prix des nouveaux «médicaments lancés en 1974 a été en moyenne égal au double du prix moyen des médicaments existant dans le commerce. 53% des médicaments retirés de la vente en 74 valaient moins de 5 francs !

D'autre part, les travailleurs se font de moins en moins prescrire par le médecin les médicaments qu'ils achètent. En 1974, la Sécurité Sociale n'a remboursé que 50% des produits vendus.

Pour contrôler le prix des médicaments, et sélectionner les médicaments remboursables par la Sécurité Sociale, le gouvernement a mis en place une commission de 22 «sages» présidée par Couduvier, maître de requêtes au Conseil d'Etat. Cette commission dispose en théorie de pouvoirs très étendus. En réalité, ceux qui y participent n'y travaillent qu'une matinée par semaine.

Les laboratoires pharmaceutiques ont mille méthodes pour «passer à travers» cette commission. Pour faire agréer un médicament, ils obtiennent, moyennant finances, que des «grands patrons» reconnaissent par écrit l'efficacité de tel ou tel produit. Des expérimentations sont faites sur des

malades qui souvent ne sont même pas au courant, et l'affaire est dans le sac !

Lorsque le laboratoire a obtenu l'agrément de la commission il faut fixer un prix. Le laboratoire doit remplir une grille détaillant le coût de la production. Toute l'astuce consiste à gonfler le prix de revient, en jouant sur le poste le plus difficilement contrôlable : le coût de la matière première.

Après le médicament est mis en vente. Comme on le voit, la baisse qu'on nous annonce, ressemble fort à une goutte d'eau dans un océan. Les milles moyens que les capitalistes ont d'escroquer, la recherche du profit maximum sont un facteur permanent de hausse.

pects les plus criants de l'oppression des femmes, aucune ne s'attaque à la racine de cette oppression : le capitalisme. Elles visent au contraire, à le perpétuer sous d'autres formes. Qu'importe en effet qu'une femme donne ou non son nom à ses enfants si les femmes continuent d'être vouées aux tâches domestiques, aux postes les moins qualifiés, d'être sous payées, licenciées en priorité et traitées en objets.

CONSOMMATION : LES PRODUITS DANGEREUX TOUJOURS AUTORISÉS

L'inflation de propositions sur la consommation chez Scrivener est moindre mais elles ne sont pas plus sérieuses. Le projet présenté, comprend quatre chapitres : sécurité, information, et éducation, concertation, efficacité administrative. C'est dans les domaines de la sécurité que l'on serait en

DÉFENSE NATIONALE

VOIX DISCORDANTES DANS LA MAJORITÉ

La loi sur la programmation militaire présentée par le gouvernement a été votée à l'Assemblée Nationale par 303 voix pour, contre 181 (PCF et PS). Les membres des partis de la coalition présidentielle ont voté la loi, mais plusieurs d'entre eux ont formulé des désaccords. Guéna a réaffirmé l'importance de l'armement nucléaire et rappelé que pour lui «les forces classiques ne sont qu'un appoint» alors que d'autres députés, spécialement dans le groupe des Républicains Indépendants mettaient l'accent sur les forces conventionnelles et l'intégration dans un dispositif européen commun. Autre point de divergence dans la coalition gouvernementale, la

question de l'armée de conscription. Messmer a repris le principe de l'utilisation de l'arme atomique en cas d'agression même classique, et demandé que s'il y a des économies à faire, ce soit par la suppression de la conscription.

Bourges a précisé que l'armée française devait contribuer à la sécurité de l'Europe occidentale confirmant ainsi que l'on va vers une intégration progressive des forces militaires françaises dans un ensemble européen sous hégémonie allemande. Sur ce point, les divergences dans la majorité sont multiples. En fin de compte, la loi adoptée laisse nombre de points dans le vague.

PÉTROLE

UN SUJET GLUANT

Les révélations sur les tripotages financiers du cartel pétrolier continuent à éclairer la pourriture du capitalisme qui fonctionne en violant quotidiennement la légalité bourgeoise elle-même.

Poursuivant dans «Libération» son récit des scandales pétroliers, Philippe Simonnot raconte les mésaventures de Bencini. Ce petit revendeur de la région marseillaise était sorti de la part du marché qui lui était fixée et avait baissé les prix fixés par le cartel pour pouvoir obtenir le marché des HLM de la ville de Digne.

La sanction ne se fit pas attendre : devant les pressions du cartel, Bencini dut

renoncer à ce marché. Moyennant quoi les HLM de Digne furent obligés de traiter la pourriture du capitalisme voulus par le cartel : soit une augmentation de 50 centimes du prix de l'hectolitre. Et on s'étonne de voir les charges augmenter. Tous ces bénéfices des sociétés pétrolières sont prélevés par un honteux racket sur les travailleurs.

Mais que fait donc la justice ? Eh bien, la justice fait son travail : comme Monsieur Fourcade trouvait bien gênant que Simonnot raconte de pareils méfaits, la justice, en la personne du juge Cabrie, vient d'inculper ce même Simonnot de vol de documents administratifs ! Il

était en effet bien préférable à ses yeux que ces documents restent bien cachés.

Malheureusement, le scandale continue. André Halquin, un autre revendeur de produits pétroliers vient d'obtenir, à la suite d'une plainte déposée il y a dix-huit mois, l'inculpation du PDG de la société Gazoline. On a beau tenter de déplacer des magistrats, faire traîner les choses (la plupart des affaires en cours datent de bien avant 1973), les trafics sont tellement grossiers qu'ils finissent par éclater.

en bref

● Le Congrès, c'est-à-dire les deux chambres législatives, sénat et assemblée nationale réunis est convoqué à Versailles pour le 14 juin. Il devra se prononcer sur deux textes de révision constitutionnelle. Le premier concerne les modalités de candidature à la Présidence de la République, le second vise le cas de décès d'un candidat à l'élection présidentielle. Le premier projet de loi est destiné à écarter de la tribune que constitue l'élection présidentielle les révolutionnaires.

Y. BEAUMONT

LUTTES OUVRIERES

37^e congrès CFDT

OFFENSIVE CONTRE LES RÉVOLUTIONNAIRES

(suite de la p.1)

Maire se félicitait, lors d'une brève conférence de presse de commenter dans son intervention, du recul des signataires du texte Rhône-Alpes, sur leurs «conceptions vieillottes» «hégémonie de la classe ouvrière», référence, même lointaine, au marxisme... Pour lui, «accorder une valeur mesurée à la classe ouvrière, c'est courir de gros risques. Il y a un siècle, les prolétaires n'avaient que leurs chaînes à perdre. C'est de moins en moins vrai...». En foi de quoi, il s'en est pris à toutes les interventions qui indiquaient, soit la place essentielle des O.S. dans la lutte révolutionnaire, soit même une «limitation aux ouvriers et aux salariés de la base sociale du combat pour le socialisme». Pressée visiblement par l'approche de 78, la direction confédérale souhaite faire sentir qu'à la CFDT, «il y a une majorité solide, co-

hérente» et qu'il faut «être unis, très majoritairement» (justement !) pour «peser au moment décisif d'un poids réel» (aux prochaines élections, donc !).

Elle a avoué vouloir «adapter la stratégie d'action à la réalité et aux problèmes spécifiques» de certaines couches comme les cadres... La direction réformatrice a voulu enterrer le problème de «l'offensive de classe généralisée con-

tre le pouvoir», sous l'accusation d'anarcho-syndicalisme.

Escamotant l'autocritique, exigée à propos des «assises», avec une pieuse affirmation «d'indépendance», la direction confédérale s'en est très durement pris aux «groupes d'extrême-gauche qui, comme des coucous veulent mettre leurs œufs dans le nid de la CFDT» et défendraient une concep-

tion de «l'addition spontanée des révoltes, qui coûterait cher au mouvement ouvrier». Travestissant les positions politiques d'opposition révolutionnaire qui se sont faites jour au congrès, Maire a tenté d'en finir politiquement avec tous ceux qui ont «une stratégie antagoniste avec celles des grandes forces de gauche» (dans lesquelles il inscrivait d'emblée la CFDT).

Mais, les réactions de la salle ont été plus que partagées ; des huées ont salué certains passages de mauvaise polémique (facilité par le souci déçu des trotskystes de se faire reconnaître comme inclus dans l'union de la gauche !). Sur les «réveurs», ceux-ci, dira-t-il, dans sa conférence de presse, «n'ont rien à voir en fait avec la CFDT, lui sont extérieurs... D'autant que la perspective de «faire son métier de syndicaliste pour le succès de l'union de la gauche en 78» (comme préalable à tous changements !) et «faire le maximum de ce qui est nécessaire et possible ici et maintenant» (en guise «d'attitude révolutionnaire») va largement à l'encontre des aspirations exposées par de nombreux intervenants pour un syndicalisme de classe et de masse pour des transformations révolutionnaires.

PLUSIEURS RESPONSABLES CONFÉDÉRAUX BOUSCULÉS AU VOTE DU BUREAU NATIONAL

Les élections au bureau national qui ont eu lieu hier soir ont vu un certain nombre de petites surprises ; c'est ainsi que Jacques Chérèque (FGM), Robert Vion (transports), Guy Gouillet de la région parisienne, André Thiollent (Haute Normandie), et surtout Jacques Moreau et René Salanne (secteur international) ont eu énormément de mal à être élus. Le congrès

a sans doute voulu montrer ainsi les oppositions à ces dirigeants. Ceci dit, pas de surprise pour Edmond Maire (élu avec 21 240 voix) et plusieurs autres responsables en vue (Robert Bono, René Decaillon ou Michel Rollant). Un point important à noter est sans doute l'élection en tête des collègues des fédérations de Claude Vernet (Haut-Rhin) avec 17 298 voix et du

représentant de la fédération de la santé.

Mais le tir de barrage des organisations plus ouvertement réformatrices de la centrale a valu l'élimination de Yolande Colleret, (voir son interview en page 9), déjà sévèrement attaquée par les réponses d'Edmond Maire aux interventions hier matin.

LE PAYS MINIER EN GRÈVE

(suite de la p.1)

Or, les revendications des mineurs, outre l'exigence du respect du droit de grève et des libertés syndicales et l'indemnisation des salaires perdus à la suite du lock-out, remettent en cause l'ensemble de cette politique des Houillères : les mineurs réclament l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité, la réduction de la durée de travail, l'amélioration des avantages en nature : chauffage, logement, etc.

«Il faut faire comme en 63» pensent certains mineurs, marquant ainsi la combativité nouvelle qui renaît et qui s'affirme dans le pays minier. L'espoir des mineurs de recréer une unité solide pour frapper fort contre la politique de liquidation des puits et ses conséquences, se matérialise aujourd'hui dans la lutte pour la défense des libertés démocratiques, pour le droit à lutter et à s'organiser et pour la satisfaction des revendications.

LA ROCHELLE

Les métallos restent vigilants

Mardi, comme les autres jours, les ouvriers nombreux étaient présents à la CIT-ALCATEL à l'embauche des cadres et de quelques ouvriers. La matinée devait se passer dans le calme. A l'appel de la CGT, un meeting était organisé à la salle des sports en début d'après-midi. Auparavant les grévistes devaient s'opposer aux CRS devant la CIT-ALCATEL. Le meeting devait commencer par l'intervention de l'UD CGT, puis la parole fut donnée à Jean Breteau un des secrétaires de la fédération des métaux ; à plusieurs reprises, Jean Breteau parlait de la CGT «toujours présente au cœur des luttes», et il ajoutait : «le seul succès de la lutte est le renforcement de la CGT». L'appel à la manifestation prévue dans les rues de La Rochelle fut sifflé par les grévistes qui pensaient que leur place était surtout sur leur usine. Nombreux furent les travailleurs qui espéraient en ce meeting d'autres perspectives de lutte et considéraient ce meeting comme un meeting de propagande. La manifestation devait se dérouler avec un important service d'ordre de la CGT pour contenir la colère des manifestants. La journée de mercredi se poursuivra par des manifestations diverses, notamment l'occupation du pont tournant à La Rochelle pendant toute l'après-midi empêchant les bateaux de sortir du port. Malgré ce long week-end qui les attend, les métallos rochelais restent vigilants pour continuer la riposte.

correspondant La Rochelle.

INFORMATIONS GENERALES

INTERVIEW DE PHILIPPE BERNARDET

poursuivi pour avoir voulu exercer ses droits de contrôle sur la police

Le mercredi 15 octobre 75, à la station de métro Opéra, Philippe Bernardet, employé au CNRS, intervient en faveur de deux travailleurs immigrés qui sont l'objet d'un contrôle de la part d'un agent (cf QdP du 24 mai). Poursuivi pour outrage à agent, il passe en procès samedi 29 mai à 9 h (24^e chambre). Ce procès s'inscrit dans le processus actuel d'atteinte aux libertés démocratiques. Dans le cas présent c'est le droit d'expression sur un lieu public qui est en cause, et le droit de contester une action de police.

QdP : Pourquoi es-tu intervenu ?

P.B. : Deux travailleurs immigrés se faisaient contrôler par des agents de la RATP qui voulaient leur coller une amende, et leur demandaient leurs papiers ; l'un d'eux expliquait qu'il n'avait pas à présenter ses papiers à la RATP. Un agent de police en uniforme,

porteur d'un sac de sport intervient et menace les immigrés ; je lui ai alors demandé s'il était en service qui l'a mis dans l'embarras, il a refusé de répondre. Un attroupement s'est formé, et j'ai alors dit que j'étais pour la gratuité des transports en particulier pour les chômeurs. Un car de police arrive à l'appel de

la RATP et m'embarque malgré les protestations des personnes présentes. Deux d'entre elles m'accompagnent comme témoins : une employée de bureau au chômage et une journaliste du «Monde». Avant d'intervenir en faveur des immigrés, j'ai mis en balance les risques que je courais : inculpation, fichage, et l'aide que je pouvais apporter en mettant ainsi mes connaissances au service des travailleurs. Mais la bourgeoisie frappe dès qu'un intellectuel, formé pour utiliser ses connaissances à son service, les utilise contre elle, au service du peuple.

QdP : De quoi t'accuse-t-on ?

Je suis poursuivi pour outrage à agents. Il m'est reproché d'avoir menacé un agent d'exercer un droit : celui de faire appel à l'inspection de la police, l'IGS. C'est un droit mais on n'a le droit de l'exercer qu'après coup. On n'a pas le droit d'en faire mention. L'agent par contre lui ne s'est pas privé de me menacer de m'emmener au poste si je ne me taisais pas. On a donc certains droits mais à condition de ne pas les faire connaître.

Le commissaire de police n'a pas porté plainte directement, il a transmis mon dossier au procureur de la République qui a porté plainte. C'est systématique maintenant, quand la police a des ennuis elle a l'assurance que l'autorité judiciaire la soutiendra.

SI VOUS AVEZ BESOIN D'ARGENT...

Si on est dans l'immobilier, qu'on a un trou dans sa comptabilité, on demande à la Banque française de crédit coopératif (qui dépend directement du ministère des finances et qui a son siège dans les mêmes bâtiments) quelque argent. C'est ce qu'a fait en 1972 la société EGCB (Entreprise générale coopérative du Bâtiment). Bonne idée : la dite banque lui couvrit alors son déficit de 10 millions de francs. En 1973, comme les choses ne s'étaient guère améliorées, la société était reprise en gérance par la SOCAO. Celle-ci

vient de déposer à son tour son bilan.

Il a fallu que les malversations atteignent 43 milliards anciens pour que la justice commence à s'inquiéter. Mais il semble bien que cette inquiétude n'ait pas atteint certaines personnes : en effet les perquisitions ordonnées au siège de la banque et chez son PDG n'ont pu avoir lieu. Y aurait-il des personnes qui bénéficient de telles protections qu'il soit impossible de perquisitionner chez elles ? Nous ne saurions le croire...

CREIL : LES MURS AURONT-ILS DES YEUX ?

Le conseil municipal de Creil vient de s'opposer à la mise en place par la police de caméras aux principaux carrefours de la ville.

Sous le prétexte hypocrite de permettre une surveillance plus efficace du trafic, les policiers avaient proposé de mettre en place un réseau de caméras. Ce système aurait soi-disant permis de «libérer» un certain nombre de flics pour faire la chasse au banditisme.

Derrière cette démagogie sur l'insécurité, c'est un nouveau pas en avant vers une surveillance généralisée. Quel moyen plus efficace pour surveiller les activités de la population, y compris et

surtout leurs activités politiques ? Non seulement on nous écoute au téléphone, mais on prétend encore nous observer. Tous les moyens sont bons à la bourgeoisie pour restreindre les libertés démocratiques.

PÉAGES PLUS CHERS

Le mois prochain, le péage va augmenter de 8,5 % en moyenne sur la plupart des autoroutes : celles du nord, Paris-Lyon, Estérel Côte d'Azur, Aix-Marseille-Montpellier (la Languedocienne), Paris-Le Mans, Paris-Poitiers et de Normandie. Paris Est, Côte Basque et Rhône Alpes n'augmenteront pas pour le moment.

Auto commémoration giscardienne

Giscard a fêté hier soir le deuxième anniversaire de son élection à la présidence de la République. Pour que nul n'ignore cet événement, il a organisé cette commémoration comme une campagne publicitaire. Toutes les chaînes de radio et de télévision ont joué les caisses de résonance et magnifié la chose. L'an dernier, Giscard avait dîné dans un village alsacien qui l'avait plébiscité, cette année il a planté le chapiteau de son auto commémoration dans un petit village basque qui avait voté pour lui à la presque unanimité. Le président a donc jugé dignes de sa présence ces bons Français, il n'est toutefois pas venu seul. Outre sa cour de journalistes et de photographes, il était accompagné d'une bonne centaine de policiers, au moins autant que d'habitants.

LUTTES OUVRIÈRES

A l'inter-trust CFDT-Thomson

BATAILLE POUR IMPOSER UN VERITABLE SOUTIEN AUX 23 !

La semaine passée avait lieu un stage regroupant les usines de la Thomson-CSF où est implantée la CFDT. Entres autres, a été abordé le problème des 23 licenciés de Bourgogne Electronique. Deux tendances très distinctes sont apparues au cours du débat : la majorité des sections présentes posaient le problème de la façon suivante : «L'inter-trust est-il prêt, oui ou non, à tout faire pour la réintégration des 23 ?»

D'autres personnes, dont un permanent FGM disant : «Soutenir les 23, oui, mais il faut voir d'abord ce que la CGT est prête à faire».

Après un débat mouvementé où se sont affrontées ces deux lignes, l'une mettant dès le départ un certain nombre de conditions : l'unité à tout prix même aux dépens des intérêts des travailleurs, l'autre disant : «L'unité oui, mais pas sur n'importe quelle base» ; c'est la deuxième voie qui a triomphé ! «S'il faut faire l'unité



d'action à tout prix, on n'a qu'à proposer une minute de silence, comme ça, il n'y aura plus de problème», dit un délégué révolté par la position du permanent FGM.

Suite à cela, il a donc été majoritairement décidé : - mercredi 26 mai : un débrayage d'une heure est organisé dans les usines

de la Thomson à l'appel des syndicats CGT et CFDT là où la CGT sera d'accord, à l'appel de la CFDT seule là où la CGT sera contre.

- un tract commun sera distribué la semaine prochaine faisant le point sur les licenciements à Bourgogne Electronique, - d'autres actions sont envisagées, telles qu'une

manifestation à Paris regroupant toutes les usines de la Thomson.

D'autre part, le soir de cette réunion d'Intertrust, plusieurs milliers d'affiches ont été tirées pour populariser la lutte dans toutes les villes où est implantée la Thomson.

Continuons d'élargir le soutien !

Bourgogne Electronique 23 licenciés IL FAUT LES REINTEGRER

C.F.D.T. - C.G.T. THOMSON DIJON

A l'intérieur, la petite guerre des auto-collants

Dans l'usine, a commencé une campagne de collage d'étiquettes réclamant la réintégration des 23 ; rapidement les distributeurs de boissons et les portes ont été recouverts. Dans les ateliers, certains chefs ont voulu faire arracher des étiquettes collées sur les portes, ce qui a été l'occasion pour les filles de montrer une nouvelle fois qu'elles ne se laissent pas faire. Quand les chefs arrachent, on repasse derrière eux pour en recoller systématiquement.

Popularisation sur le marché de Dijon

La plupart des 15 licenciés C.G.T. et C.F.D.T. appuyés par des camarades de la Sécurité Sociale et de l'UD-CFDT ont amorcé leur campagne de popularisation sur Dijon, munis de panneaux avec photos retraçant la grève, et les circonstances de la répression, ils ont appelé au soutien au moyen d'un tract et la vente d'autocollants appelant à la solidarité.

Malgré certaines réactions négatives de bourgeois retraités ou de femmes d'ingénieurs faisant leurs courses, plutôt nombreux dans la bonne ville bourgeoise qu'est Dijon, ils ont pu faire connaître leur lutte aux travailleurs jeunes et retraités faisant leurs courses, tel ce vieux travailleurs leur déclarant : «moi je me suis fait exploiter pendant 67 ans, je suis de tout cœur avec vous».

D'autres actions de popularisation sont prévues.

Communiqué de soutien du SGEN CFDT de Nantes aux 23

Les enseignants de CET du SGEN CFDT, académie de Nantes, réunie en Conseil académique le 24 mai à Angers dénoncent :

- la répression féroce qui frappe 23 travailleurs et travailleuses de Bourgogne-Electronique. Ils sont licenciés pour le motif «faute lourde» afin qu'ils ne puissent toucher ni chômage, ni préavis, ni congés payés, avec l'assurance de ne plus retrouver de travail à Dijon. L'objectif est clair :

- Etouffer les luttes des travailleurs
- Désagréger les libertés syndicales
- la répression dans les foyers Sonacotra, à Caron Ozanne
- la répression qui vise les militants politiques et syndicaux.
- la répression qui se généralise dans l'Education Nationale (Papinski, Pouvillon) et dans la fonction publique avec les récentes déclarations de Poniatowski.

Les enseignants de CET du SGEN CFDT, académie de Nantes apportent leur soutien aux travailleurs de B.E. ainsi qu'à tous les travailleurs en lutte pour les libertés démocratiques. Les libertés syndicales, à tous les travailleurs victimes de la politique répressive du pouvoir et des patrons.

Correspondant Angers

La répression à la SESCOSEM

Saint Egrève le 21 mai 1976,

Madame,
Nous vous confirmons que nous avons décidé de vous infliger un blâme pour le motif suivant :

- le mercredi 19, à la suite d'un incident technique, une machine à ultra-sons, sur laquelle vous travailliez, est devenue bruyante. La réparation immédiate n'était pas possible, et cette machine devait continuer à fonctionner pour les besoins de la production.

Malgré les injonctions de vos responsables, vous avez refusé de reprendre le travail et vous êtes restée inoccupée de 17 h 15 à 21 h 30.

Nous considérons que vous avez fait preuve d'une mauvaise volonté évidente et nous n'admettons pas cette attitude.

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

A. SUBOT chef du personnel.

Voici le texte d'une lettre envoyée par le chef du personnel de SESCOSEM-GRENOBLE à une ouvrière qui refusait de travailler dans des conditions trop mauvaises sur une machine déréglée.

Good Year (Meyzieu) Grève avec occupation

Depuis le 4 mai 1976, les travailleurs de Good Year sont en grève avec occupation des locaux, contraints par la direction, qui se refuse à ouvrir de véritables négociations. Nos revendications urgentes sont les revendications des travailleurs du caoutchouc.

- Garantie du pouvoir d'achat, des salaires, tout en refusant toute référence à l'indice officiel.

- SMIC à 2000F par mois pour 40 heures par semaine.

- Retraite à 60 ans (55 pour les femmes) rémunérée

à 75% du salaire et au minimum égal au SMIC.

- Défense et extension des droits syndicaux.
- Révision des classifications.

Au lieu de négocier sur nos revendications, notre patron préfère :

- Le non respect de la personne humaine.
- L'augmentation des cadences.
- La signature d'un accord salarial d'un an qui remet en cause les avantages acquis.
- La diminution de notre pouvoir d'achat.
- Une attaque constante contre les libertés individuelles et syndicales.

Alors que Giscard parle de réformer l'entreprise, notre patron fait tout ce qu'il peut pour empêcher les travailleurs de s'exprimer.

Maintenant, cela suffit et les travailleurs sont en lutte avec leur section syndicale CGT. Nous sommes décidés à faire aboutir nos revendications et nous nous battons jusqu'au bout par tous les moyens dont les travailleurs décideront.

PAR LA LUTTE, NOUS VAINCRONS

Correspondance Section CGT Good Year (Meyzieu)

luttés en franche comté

• Grève avec occupation dans une entreprise de bâtiment et Travaux Publics (BINDA) à Vesoul. 30 ouvriers avec une nouvelle section CGT luttent pour une progression des classifications et un salaire égal pour une qualification égale. (Depuis le 17 mai).

• «La reprise se confirme, le chômage baisse en Franche Comté». C'est ce qu'affirment sans rire, les organes de presse du pouvoir et l'«Est Républicain» etc..., le lendemain de l'action des LIP à la préfecture : après un défilé silencieux arborant chacun leur numéro de licenciement, les LIP avaient collé leur feuille de licenciement sur les portes de la préfecture. Pourtant, le préfet n'a pas pu oublier : le lendemain, les employés chargés du nettoyage n'avaient pas pu les décoller toutes.

Le même jour d'ailleurs, on apprenait des menaces de licenciements à la STEM qui fermerait son agence de Vesoul. Ce sont 40 ouvriers qui vont se retrouver au chômage ou obligés de se déplacer dans une autre agence du groupe matériel électrique et mécanique.

• Riposte contre l'arbitraire aux bus de Besançon : les chauffeurs se mettront en grève samedi si la direction ne reporte pas sa décision de licencier un chauffeur stagiaire depuis 11 mois et demi (la titularisation est à 12 mois !). Derrière ce prétexte futile, c'est la docilité de ses employés que la CTB recherche.

• La grève dans les trois usines Bel : la question de l'unité. Une fois encore, les ouvriers des établissements Bel (laiterie, fromage...) de Dôle, Lons-le-Saunier (Jura) et Veneray-les-Laumes (Côte d'Or), ont dû s'engager dans une grève dure pour obtenir satisfaction sur les salaires. Le conflit dure maintenant depuis 3 semaines et le patronat comme à l'accoutumée, cherche à diviser les travailleurs : usine par usine d'abord, et mardi la CGT de l'usine de Dôle signait un accord pour la reprise du travail, division facilitée aussi par les syndicats jaunes (FO) et surtout division avec les agriculteurs qui ont des difficultés à écouler leur lait. Mais la répression n'est pas oubliée : à plusieurs reprises, les piquets de grève surtout aux Laumes (Côte d'Or) ont dû affronter les cadres ou les gendarmes mobiles encore mercredi à 6 h 30.

POLITIQUE

Le régime de Vichy

Les «Dossiers de l'écran»

UNE VAINNE TENTATIVE DE RÉHABILITER PÉTAIN

Cautionnés par Marcel Julian, directeur d'Antenne 2, avant l'émission «Les Dossiers de l'Écran», consacrés à Pétain ont montré par leur déroulement qu'ils participaient consciemment d'une entreprise de réhabilitation de l'ex-maréchal.

Le montage de documents, présenté en première partie, prétendait à «l'objectivité». En fait, dans la bouche du commentateur, la sauvage répression par Pétain des mutineries de 1917 est devenue une bonne chose, permettant de faire face à l'offensive allemande. De même, il parla de l'«habileté» de Pétain à organiser l'écrasement des «rebelle» du Rif marocain, avec l'aide des troupes espagnoles...

D'ailleurs, Isorni, le défenseur de Pétain, se montra satisfait de ce film ! Joseph Pasteur, le présentateur, non content d'avoir comme invités trois pétainistes de toujours, leur laissa complaisamment la parole. Isorni profita longuement de cette tribune. L'amiral Auphan, de son côté, exprima sa satisfaction de pouvoir enfin défendre devant des millions de téléspectateurs la «mémoire du maréchal».

En face de cette extrême-droite comblée, crachant ouvertement sa haine du communisme, les gaullistes qui avaient accepté de venir eurent souvent une attitude défensive. Teitgen, cependant, dénonça avec vigueur les nombreux crimes du régime pétainiste : la chasse aux juifs, la chasse aux communistes (par exemple, l'exécution du jeune Guy Mocquet, pour avoir distribué des tracts...)

Pendant ce temps, Guy Darbois au standard s'employait à éliminer les coups de téléphone de protestation, au profit d'une liste de questions anodines posées par 5% des correspondants. Seule une question méritait un intérêt certain, posant le problème du rôle historique du pétainisme. L'historien Paxton, aurait pu donner les indications importantes. Il en fut empêché par l'obstruction systématique déployée par Isorni.

Il n'en demeure pas moins que les «Dossiers» ont échoué dans leur tentative d'évoquer «sereinement» les crimes commis par la bourgeoisie qui soutenait Pétain. J. Pasteur dut le reconnaître piteusement, en guise de conclusion.

LA BOURGEOISIE FRANÇAISE A TROUVÉ SON INTERET DANS LA COLLABORATION

Le Pétain que l'on a prétendu nous présenter lors de la réhabilitation implicite de mardi soir, ressemblait fort à un vieillard faisant «don de sa personne» à la France, et pénétré de quelque utopie passéiste sur le retour à la terre et le développement de la paysannerie, source de vertu et jouvence nationale. Ces images d'Épinal, étaient hautes en couleur. D'une couleur rouge. Rouge comme «l'Affiche Rouge», quand les nazis assassinaient Manouchian, rouge comme le sang des résistants livrés par la police de Pétain aux autorités nazies.

Mais derrière les discours de Pétain, si abondamment cités lors du film qui a précédé le débat, il y a la réalité de Vichy : non pas un retour à une ère pré-industrielle, mais bien le développement des monopoles, dans le cadre de l'économie de guerre.

Certes, il y avait les discours réactionnaires sur le «Travail, Famille, Patrie», et l'affirmation que «seule la Terre ne ment pas». Mais ces thèmes de propagande étaient destinés à donner une base de masse, dans les classes moyennes et la petite bourgeoisie, au projet politique des monopoles. Ces thèmes ont donné l'illusion, aux classes moyennes et à la petite bourgeoisie, que leurs intérêts étaient défendus dans la stabilité, alors que, derrière ce rideau de

assurer les tâches de la «Défense Nationale» en juin 1940. L'armistice en lui-même n'a été que la sanction d'une volonté systématique de la bourgeoisie française à pactiser, jusqu'au bout, avec Hitler. Que ce soit durant les quelques mois qui ont séparé la déclaration de guerre (septembre 39) et la «débâcle» (mai 40), durant lesquels l'Etat-Major a accepté que sur le front, les groupes de propagande nazis franchissent les lignes françaises pour y développer leurs thèmes prétendument «pacifistes» ou bien les motivations qui ont décidé de l'armistice, à savoir «préserver» l'armée pour qu'elle assure la défense de l'ordre social (thèse de Weygand, qui ne songeait pas à lutter contre les troupes nazies, mais rêvait d'une expédition de revers contre l'URSS, en guerre contre la Finlande), on retrouve le même désir de la bourgeoisie de jouer la carte Hitler.

POURQUOI CE CHOIX ?

Depuis 1938, il était très clair que la bourgeoisie française, après avoir accepté la solution parlementaire du Front Populaire, devant l'incapacité de Blum à restructurer le capitalisme, profondément atteint par la crise de 1929, jouait la carte de l'alliance avec l'Allemagne nazie.

De fait, ce n'est qu'à l'ombre des chars nazis, que la bourgeoisie française pourra restructurer son appareil productif. Sous Vichy, on assiste à une imbrication accentuée des milieux financiers et politiques. Alors que la CGT est interdite, le patronat, avec la constitution des «Comités d'Organisation», définit ses intérêts : chaque branche industrielle devait avoir son comité chargé d'élaborer les programmes de production, de répartir les moyens de production, et de fixer les prix. Les membres de ces comités, de fait, furent toujours ceux des monopoles, seuls à même de mettre immédiatement à la disposition de l'Allemagne leur puissance industrielle, réglant les conditions de production. Dans les branches industrielles qu'ils dominaient les monopoles ont accentué leur influence et ont accéléré la concentration à leur profit.

Dès lors, comme en Italie, et en Allemagne fasciste, les discours anticapitalistes recouvraient un renforcement du capitalisme monopoliste d'Etat. Ce sont ces réalités que la bourgeoisie veut cacher aujourd'hui.

Camille NOEL



HEIDEGGER EST MORT

Heidegger est mort. Heidegger, cela vous dit quelque chose ? Maître à penser de Sartre, il avait élaboré un système idéaliste réactionnaire, vendu dans toutes les officines philosophiques sous l'étiquette «d'existentialisme». Sa grande préoccupation, tout au long d'une vie remplie de besognes effectuées pour le compte de la bourgeoisie allemande, fut : essayer de démentir Marx et Engels, lorsque ces derniers affirment dans l'*Idéologie allemande* que «l'individu n'est pas défini par une abstraction mais par sa place réelle dans l'ensemble des rapports sociaux».

Heidegger avait cru possible de construire une «machine de guerre» contre le matérialisme dialectique. Par quelle force cette machine tenait-elle ? On ne devait pas tarder à le savoir. Devenu membre du parti national-socialiste en 1933, il sera le recteur de l'université nazie de Fribourg, et lancera au peuple allemand des «Discours et Proclamations», destinés à faire voter nazi par les masses. Dans le même temps où l'économie allemande connaissait une reprise avec l'armement effreiné, Heidegger «conceptualisait» ce redéploiement du capitalisme monopoliste d'Etat, en parlant de la «prodigieuse

dimension technicienne» de l'homme, et allait partout clamant que «Monsieur Goebbels est le premier travailleur d'Allemagne», au moment où les syndicalistes et les révolutionnaires mourraient sous la torture.

Heidegger est mort. Plus d'un commerçant en tartines philosophiques le pleurera. Mais nous, communistes, matérialistes, n'oublierons pas que les boniments idéalistes de Martin Heidegger allaient de pair chez lui, avec la chemise brune du nazisme.

Doumeng condamné pour trafic sur les vins

Doumeng, milliardaire, membre du PCF, ancien conseiller général, PDG de plusieurs entreprises, administrateur de sociétés, gros propriétaire agricole est aussi un trafiquant.

Il a été condamné à payer vingt millions d'amende pour avoir trafiqué du vin dans la cave coopérative de Capens-Longage qu'il dirige. Pour élever le degré d'alcool de son vin, Doumeng avait importé des moûts concentrés d'Italie sans respecter les règlements européens. Cette condamnation révèle que Doumeng n'a pas des méthodes différentes des négociants en vin dénoncés par les viticulteurs. Ce n'est certainement pas un hasard si la cave coopérative de Doumeng avait été visitée et un peu bousculée par des viticulteurs à la fin de l'année dernière. Ils savaient que malgré son étiquette, ce n'est pas un rouge, mais un capitaliste comme les autres.

Croix-Rousse - Lyon

MANIFESTATION CONTRE LES DÉMOLITIONS

Pradel a repris les démolitions de la Grande Côte pour faire dit-il, un espace vert grand comme deux fois la place des Terreaux. Le comité populaire de la Croix Rousse a organisé lundi 24 une manifestation de 150 personnes contre la reprise de ces démolitions et la conception de l'espace vert que prépare Pradel. «Si l'espace vert qui se réalise effectivement est conforme au plan présenté en juillet dernier, on peut être sûr qu'il sera inaccessible aux enfants du quartier, on nous prépare un espace vert-musée pour riches, nous voulons un équipement vivant». Dans la nuit de vendredi, les vitrines du comité ont été brisées.

● LE PDG CHAPRON AU TRIBUNAL : Le PDG Chapron inculpé et placé en détention préventive trois jours par le juge Charette, pour sa responsabilité dans l'accident qui avait coûté la vie à un ouvrier intérimaire sera jugé aujourd'hui devant le tribunal de Béthune, ainsi que le patron de l'entreprise intérimaire qui avait loué cet ouvrier. Chapron répondra d'homicide involontaire, d'infraction à la réglementation du travail temporaire et infraction à la législation de la médecine et du travail.

fumée, la restructuration de l'appareil industriel se faisait au profit du capital financier.

Cette restructuration était rendue possible par la volonté de l'Allemagne nazie de faire travailler à son profit l'industrie française.

LA BOURGEOISIE FRANÇAISE A TROUVÉ SON INTERET DANS LES COLLABORATIONS

En échange d'une reconnaissance, par Hitler, d'une autonomie politique formelle de la France, qui permette à la bourgeoisie de maintenir, tel quel, son ordre politique et économique, la bourgeoisie devait s'associer pleinement à «l'ordre nouveau» nazi en Europe, et jouer, avec sa flotte et son empire, le rôle d'un brillant second. Ce qui explique que la bourgeoisie française, dans l'espoir de maintenir cette autonomie, n'a eu de cesse de collaborer, faisant ainsi directement le travail des nazis, préparant le terrain pour la mise en coupe réglée du peuple et du pays.

Car la bourgeoisie française a trouvé son intérêt dans la collaboration.

C'est la raison pour laquelle la bourgeoisie française s'est refusée à

INTERNATIONAL

Grève générale en Grèce

LE PARLEMENT ADOPTE LA LOI ANTI-GREVE

Le mouvement de grève générale, déclenché lundi dernier en Grèce par le Comité de Coordination, a été prolongé de 24 heures mardi soir. D'importantes manifestations populaires ont eu lieu à Athènes, et la police a utilisé des blindés pour disperser une manifestation de 1.000 ouvriers du bâtiment. Les manifestations à Athènes ont fait un mort et une centaine de blessés. Par ailleurs, à Rhodes, deux mille manifestants ont empêché l'équipage du porte-avions *América* de descendre à terre et ont mis le feu à l'immeuble de la gendarmerie. Les affrontements ont été très violents.

Les manifestants protestaient également contre le projet adopté hier après-midi, par le Parlement.

Le gouvernement de Caramanlis a aussitôt parlé «d'agents provocateurs» et accusé M. Papandreou, président du Parti

Socialiste «Pasok» d'être «un danger public».

Deux questions se trouvent au centre des luttes populaires actuelles. D'une part, la lutte pour les libertés démocratiques, contre les séquelles d'un fascisme qui redresse la tête, d'autre part, la lutte

contre la main-mise de l'impérialisme américain en Grèce. L'épuration de l'appareil d'Etat, où de nombreux fascistes restent en place, est une exigence des masses ; la lutte s'engage aussi aujourd'hui contre les dernières mesures de Caramanlis. Curieux «ordre dé-

mocratique», celui où le 1^{er} mai est interdit, où le droit de grève est de fait remis en cause par une réglementation anti-ouvrière, celui où les tortionnaires sont remis en liberté !

Décidément, la démocratie de Caramanlis est bien suspecte.



Des réfugiés uruguayens en France nous écrivent

Après l'assassinat de nos compatriotes DOULEUR CONSTERNATION ET RAGE

Zelmar Michelini, homme de longue histoire politique, faisait partie d'une union de la gauche, dite Front large. Il venait des rangs du parti Colorado, parti traditionnel dont il était sénateur. Défenseur des droits de l'homme, il dénonçait les injustices, et les mesures arbitraires qui pouvaient s'abattre sur n'importe qui, sur n'importe quel fils du peuple, appartenant à n'importe quel groupe politique.

PRESENT LA OÙ IL LE FALLAIT

Beaucoup d'entre nous, malgré notre non appartenance à son groupe politique, sommes quand même arrivés à le connaître comme militant, comme être humain, et comme ami. Nous avons appris à l'aimer, et en même temps à connaître sa valeur et son dévouement à la cause du peuple par son travail sans trêve là où l'injustice, où la torture apparaissaient, il était toujours présent quand il le fallait, là où le peuple avait besoin de lui. C'est ainsi qu'il s'est enraciné dans les luttes du peuple. Pendant longtemps il fut persécuté, ainsi que sa famille, et ses neufs enfants, dont une de ses filles emprisonnée et sauvagement torturée, à cause de son appartenance au Mouvement de Libération Nationale Tupamaro.

Hector Gutierrez Ruiz, ancien président de la chambre des députés, fai-

Nous nous adressons à vous avec douleur, indignation, devant les événements qui se déroulent en Argentine : nous parlons de l'assassinat des 4 militants uruguayens qui résidaient à Buenos-Aires. Nous parlons de Zelmar Michelini, Hector Gutierrez Ruiz, Rosario del Carmen Barredo, et William Whitelaw.

sait parti du parti Blanco, d'une fraction progressiste. Il y a quelques temps, il avait fait une déclaration dénonçant les mesures arbitraires du régime militaire de Bordaberry déclaration faite pendant son exil en Argentine.

DES FRERES QUI NE MEURENT PAS

Le camarade William Whitelaw et sa femme Rosario del Carmen Barredo avaient 3 enfants Gabriela, Michaela et Maximo dont on ignore jusqu'à maintenant le sort: le camarade William Whitelaw, âgé de 28 ans, né à Montévidéo, a lutté de façon conséquente pour la démocratie, la libération nationale, et le socialisme, contre les forces réactionnaires et impérialistes qui oppriment, exploitent le peuple uruguayen, à travers la sanglante dictature de Bordaberry et des forces armées. Etudiant en médecine, il dirigeait, jusqu'à son arrestation en 1969 à cause de son activité militante, une revue du M.L.N. (Tupamaros).

Après avoir purgé sa peine, il était expatrié vers le Chili en 1970, où il a poursuivi son activité militante pour la cause de notre peuple, aussi bien

que pour celle du peuple frère du Chili. En 1974, il coupe ses liens avec les Tupamaros et impulse le courant Marxiste-Léniniste qui se détache de cette organisation. Ces militants étaient intensément recherchés par la police de la dictature uruguayenne et ses collaborateurs argentins. L'assassinat manifeste clairement, une fois de plus, que les forces répressives uruguayennes et argentines se masquent derrière les bandes parapolicières pour commettre leurs crimes impunément.

Du point de vue humain et affectif ces assassinats causent une profonde douleur à tous ceux qui ont été avec eux dans la lutte et ont partagé leur vie de famille. Tant William que Rosario étaient des camarades possédant une énorme sensibilité humaine de fraternité et de solidarité. Aujourd'hui, on peut les citer en exemple, pas seulement en tant que camarades mais en tant que frères. Des frères qui ne meurent pas, parce qu'ils sont l'image du peuple, l'exemple à suivre, et parce qu'ils vivent et vivront dans l'âme de notre peuple uruguayen ; dans chaque sourire, dans chaque idée, dans chaque effort, dans toutes les

luttés menées pour la libération.

SAUVER LES REFUGIES EN ARGENTINE

Ces 4 assassinats s'ajoutent à une longue liste de morts, d'enlèvements, de disparitions. Nous voulons exprimer notre douleur, notre consternation, notre rage.

Nous demandons à l'opinion publique française, aux anti-impérialistes, aux forces progressistes et révolutionnaires d'exiger du gouvernement argentin la restitution des 3 enfants Whitelaw, Gabriela, Michaela et Maximo, ainsi que d'Amaral Garcia, enfant disparu en 1974, lors de l'assassinat de ses parents.

Nous exigeons des informations sur nos camarades qui en Argentine, courent les mêmes risques que ceux qui ont été assassinés.

Enfin il faut exiger que tous ceux dont la vie est en danger en Argentine, puissent quitter le pays sans problèmes.

des réfugiés uruguayens.

Malgré l'interdiction du gouvernement argentin décrétant que quiconque se rendrait à l'enterrement d'Hector Gutierrez Ruiz serait considéré comme «élément subversif», de nombreuses personnes ont assisté à la cérémonie. La police a procédé à des arrestations.

Kossyguine en Syrie

L'URSS CHERCHE À REPOUSSER L'INFLUENCE AMÉRICAINE DANS LA RÉGION

La tournée de Kossyguine au Proche-Orient (Syrie et Irak), intervient en période de poussée américaine dans cette région, après l'accord du Sinaï entre l'Égypte et l'État sioniste. La Syrie s'est opposée à cet accord parce qu'il était partiel, donc sous influence américaine. Cette attitude est dictée par la volonté de la Syrie de faire un règlement global, proposé par l'Union Soviétique, en entraînant l'OLP dans cet accord. Pour cela, la Syrie devrait chercher à affaiblir l'OLP. C'est ce qui explique en partie son intervention au Liban.

L'intervention syrienne au Liban a été plus complexe car elle a finalement empêché la défaite de la droite pro-américaine. Ce qui montre un cheminement de la Syrie vers les États-Unis pour un éventuel règlement américain sur le Golan.

Si, dans la dernière période, on assiste à un rapprochement entre la

Syrie et les États-Unis, cela n'empêche pas l'Union Soviétique de continuer à avoir de bonnes relations avec le régime syrien. L'englobement et le contrôle de la Révolution Palestinienne sont prévus aussi dans le plan de règlement soviétique.

C'est pour cette raison que l'attitude syrienne au Liban peut aussi bien servir les États-Unis que l'Union Soviétique. La divergence entre les deux peut se situer au niveau des moyens employés. Pour l'URSS, les moyens doivent être plus subtils, pour empêcher une mobilisation de la gauche libanaise et la Révolution Palestinienne de contester son intervention. Mais si les moyens forts avaient réussi, l'URSS s'en serait bien accommodée. Mais la manœuvre a échoué. Le voyage de Kossyguine en Syrie cherche à faire adopter une autre tactique au régime syrien pour le même but : le contrôle et l'englobement de la Révolution Palestinienne.

en bref... en bref...

LIBAN : NOUVEAU CRIME FASCISTE

La sœur et la nièce de Kamall Joumblatt, leader des forces progressistes, ont été assassinées hier après midi à Beyrouth. Pierre Gemayel déclarait en fin d'après midi : «les pays arabes doivent trouver une solution pour rétablir la paix au Liban» alors que ses bandes armées venaient de commettre un nouveau meurtre.

OPEP : Les ministres du pétrole des 13 pays membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) se sont réunis hier à Bali. Les discussions portent principalement sur l'augmentation éventuelle du prix du baril qui pourrait être de l'ordre de 5%. Le prix était inchangé depuis 9 mois.

LIBAN : LES PHALANGES CONTRE EDDÉ : Raymond Eddé, chef du Bloc National et député de la localité de Jbeil, a été attaqué par les forces réactionnaires alors qu'il revenait de cette localité. Les Phalanges et leurs alliés ont commencé leur bataille contre les chrétiens qui ne les ont pas rejoint.

Communiqué

GUADELOUPE MAI 1802 - MAI 1967 INDEPENDANCE NATIONALE

MEETING LE DIMANCHE 30 MAI A 15 H
Salle Martin Luther King - 32, rue Olivier Noyer
métro : Alésia ou Pernety
PROGRAMME : film - théâtre - chants - débat
Organisé par

l'Association Générale des Étudiants Guadeloupéens

INTERNATIONAL

LE VIETNAM UN AN APRES

ENTRETIEN AVEC ROGER PIC (2^e partie)

La reconstruction

Indépendamment de ceux qui sont passés à la vie civile, et à la recherche d'un emploi, soit un million et demi de personnes, il y a aussi tous ceux qui ne vivaient que de l'économie de guerre, des populations entières qui s'étaient réfugiées dans les villes et, là, soit bricolaient dans telle ou telle industrie directement liée à la guerre, soit vivaient de trafic divers découlant de la soldatesque et de la présence militaire américaine.

Des millions de chômeurs

Il y avait des familles entières, réfugiées des campagnes, qui étaient agglutinées dans les bidonvilles de Saïgon, et qui ne vivaient que sur la prostitution d'une des filles ; du jour au lendemain, avec la lutte contre la prostitution, voilà souvent douze personnes privées de ressources, et donc aussi à la recherche d'emploi. Tout cela additionné

Mardi soir, la télévision diffusait sur Antenne II, un film de Roger Pic sur le Vietnam, un an après sa libération. Hormis le débat terne qui a suivi, où un nostalgique colonialiste de «L'Aurore» faisait pendant à un Américain qui n'avait rien vu du tout, le film en lui-même présentait une vue très intéressante du Vietnam nouveau, de ses difficultés et de ses espoirs. De la rééducation des drogués et des prostituées, à la remise en route des usines et au retour des réfugiés des villes à la campagne, c'est un pays qui réinvente la paix dans l'indépendance qu'il nous a été donné de voir.

Nous avons rencontré Roger Pic, et nous avons eu un entretien avec lui sur ce qu'il a vu, sur la vie d'un peuple dont le nom, des dizaines d'années durant, a été synonyme de l'avant-poste de la lutte anti-impérialiste.

fait trois millions et demi de chômeurs actuellement au Sud-Vietnam, dont un million et demi pour Saïgon. C'est un grand problème.

En face de cela, les autorités révolutionnaires ont lancé des campagnes de grands travaux, ont ouvert de nouvelles zones économiques rurales, et essaient progressivement de relancer la petite et moyenne industrie.

Tout est à réorganiser dans les usines, car certains cadres sont partis, certains autres ont besoin

d'être rééduqués. Il faut donc mettre un nouvel encadrement technique en place, une nouvelle direction des usines, trouver le moyen de les faire fonctionner, en important, dans certains cas, les matières premières qui font défaut. D'où la nécessité de pouvoir reprendre les relations économiques avec l'extérieur. Tout cela va prendre beaucoup de temps.

Certains observateurs s'étonnent qu'un an après la libération, on en soit encore à cette situation. Mais qu'est-ce que douze



Les salines de Danang (photo Roger Pic)

mois, quand on considère l'état où était le pays après une aussi longue guerre et après le démantèlement du système économique ? Tout a besoin d'être repensé, remis en route.

Redémarrer l'économie

Il y a déjà pas mal d'ateliers qui refontionnent, mais pas encore avec le rendement qu'il y avait avant. J'ai visité des filatures, des ateliers de

fabrique de machines agricoles, de moteurs Diesel. Tout cela n'est pas encore à son rendement optimum. Dans certaines usines, on emploie quatre cents ou six cents ouvriers là où il devait y en avoir deux ou trois fois plus. Petit à petit, tout cela doit se remettre en route, c'est le souci des autorités révolutionnaires, mais en faisant aussi appel à des participations étrangères. Les responsables, comme Huyn Tan That, président du GRP ou Nguyen Huu Tho, président du FNL, Madame Nguyen Thi Binh, ministre des affaires étrangères, ont déclaré qu'ils voulaient faire une ouverture vers les pays occidentaux, du moment qu'on respectait l'indépendance du Vietnam. Ils souhaitent pouvoir reprendre des relations économiques normales avec tous les pays. Pour le moment, il n'était pas question d'aller trop vite vers le socialisme et il fallait se servir des petites entreprises, des petites coopératives, des ateliers artisanaux et même encourager la bourgeoisie vietnamienne à participer à la relance économique du pays.

On se trouve avec 5 secteurs économiques actuellement :

- 1) Les secteurs d'Etat : On a nationalisé un certain nombre d'entreprises, notamment celles qui avaient été abandonnées par les anciens propriétaires.
- 2) On a créé des coopératives qui rassemblent surtout des petits propriétaires.
- 3) On a le secteur de l'économie mixte : Etat et petits propriétaires des petites entreprises.
- 4) On a le secteur de la petite entreprise, artisanale surtout.
- 5) Le secteur de la société capitaliste vietnamienne, la bourgeoisie vietnamienne est invitée à continuer à faire fonctionner ces entreprises dans le nouveau système.

Et j'ai l'impression que petit à petit, on s'acheminera vers le socialisme,

qu'on ne veut rien brusquer, et qu'on veut essayer de faire redémarrer l'économie avant toutes choses.

La coopérative des Salines de Danang

Par exemple, j'ai visité les salines près de Danang : là il y a une coopérative qui est mise en place ; c'est une nouvelle initiative des autorités révolutionnaires ; mais cette coopérative gère seulement la distribution de la production des salines. En fait, elle regroupe des propriétés de petite et moyenne importance. La coopérative contrôle la production, vend dans le marché d'Etat au prix taxé la moitié de cette production, l'autre moitié étant laissée à la disposition des petits propriétaires pour la vente dans le secteur libre. Les recettes sont quand même contrôlées par la coopérative et le profit des ventes du secteur d'Etat et du secteur libre est réparti à raison de 30% pour les propriétaires. Les 70% restant sont gérés par les syndicats ouvriers, qui font aussi la répartition des salaires et la gestion du système social de sécurité. J'ai demandé quelle comparaison il y avait avec l'ancien système, car il y avait déjà une coopérative patronale, qui fonctionnait pour une certaine vente. En fait, l'attribution des profits dans l'ancien système était à 40%, au lieu de 30%. Donc, on avance vraiment à petits pas vers un système plus rigoureux, dans le sens d'une nationalisation, et d'un système socialiste. On veut avant toute chose réussir le passage de l'économie de guerre à l'économie de paix, et il n'est pas question d'appliquer immédiatement le même système que celui qu'il y avait en République Démocratique du Vietnam avant la victoire des forces révolutionnaires au sud.

(à suivre)

126 CAMBODGIENS RENTRENT AU PAYS

Interview à Roissy

Quotidien du Peuple : Pourquoi rentrez-vous au Cambodge ?

— Nous sommes déterminés à rentrer pour participer aux tâches de défense et d'édification du pays ; comme vous savez, chez nous, il n'y a presque plus rien, après la guerre ; tout est à refaire et il faut que tout le monde s'y mette !

QdP : Actuellement, il y a une odieuse campagne dans certains journaux contre le Cambodge Démocratique ; que pensez-vous des «témoignages» qui sont produits ?

Ce sont des mensonges ; pour moi, ces réfugiés n'ont rien vu, ils ont entendu des bruits seulement.

Ces témoins sont plutôt des agitateurs ; actuellement, tout est possible. S'ils quittent le Cambodge en disant du bien du pays, ce n'est pas logique.

QdP : Que disent les réfugiés qui viennent de Thaïlande ?

Ils ont répété les mêmes calomnies sur les massacres, la famine. Et quand je leur ai demandé s'ils avaient vu de tels faits et depuis combien de temps ils avaient quitté le Cambodge, ils m'ont répondu comme les autres qu'ils en avaient seulement entendu parler, et qu'ils étaient partis depuis le 17 ou le 18 avril, c'est-à-dire au moment de la libération.

«DES MILLIERS SONT DÉJÀ RENTRÉS»

QdP : Est-ce que vous pensez que votre décision va servir de précédent, d'émulation et que d'autres Cambodgiens à travers le monde ou en France vont retourner au pays ?

Vous voyez, nous, nous ne sommes pas les premiers et pas les derniers ; des milliers sont déjà rentrés, des milliers qui n'ont accordé aucun crédit à cette campagne.

QdP : Et il y a des personnes un peu de toutes les catégories sociales ?

Il y a des soldats de 2^e classe, des ouvriers, des étudiants, il y a même des commandants de l'armée fantoche, voyez, il y a de tout.

UNE CAMPAGNE DE L'IMPÉRIALISME

QdP : Et comment jugez-vous la presse française qui se fait l'écho de toutes ces calomnies ?

Ils ne sont pas responsables, ils ne font que produire des «témoignages», rapporter des «documents». Et je pense que toutes ces campagnes sont l'œuvre de l'impérialisme et du colonialisme nouveau et ancien.

DES «RÉFUGIÉS» FABRIQUÉS PAR LES USA

QdP : Est-ce que dans le groupe, il y a des gens qui

ont été emmenés de force du Cambodge ?

Oui, il y en a qui ont été emmenés de force au moment de la débâcle, des marins surtout, des matelots ; on leur a dit : «nous allons seulement pour quelques jours dans une île». Il y a 10 000 Cambodgiens qui se sont réfugiés pour voir venir la situation. Après, il était trop tard pour s'en rendre compte : ils ont été débarqués aux Philippines, puis envoyés en Californie.

QdP : En Californie, quel sort leur était réservé ?

Ils étaient répartis dans des camps, certains en Californie, certains au Texas, ou en Pennsylvanie ; en arrivant là-bas, ils ont demandé à l'ONU de retourner au Cambodge ; ils ont déclaré à des représentants de l'ONU qu'ils avaient été emmenés de force.

L'ONU a d'ailleurs acheté des billets de retour pour eux.



LA CFDT AUJOURD'HUI

**LES LUTTES
PEU PRISES EN COMPTE
DANS LE DEBAT**



TRIBUNE DU 2^e CONGRÈS DU PCRml

Parmi les premiers amendements et réflexions que nous avons reçus, nous publions aujourd'hui deux contributions de membres du Comité Central du PCRml.

Le premier traite de la question des régions, le second, du travail des communistes dans les syndicats.

DANS NOTRE COURRIER

communiqué

Les travailleurs émigrés des foyers SONACOTRA en grève luttent depuis un an et s'organisent autour d'un seul et unique comité de coordination représentant tous les comités de résidents des foyers SONACOTRA en grève pour de justes revendications (liberté d'expression, droit à des logements salubres, décents, à des prix convenables et reconnaissance du comité de coordination et des comités de résidents).

Le comité des résidents du foyer de Montreuil et des résidents, organisent une journée portes ouvertes à la population française et immigrée ; avec la collaboration du comité de soutien de la FAC DE VINCENNES :

SAMEDI 29 MAI 1976
à partir de 14 heures
16, place Berthie ALBRECHT
métro : Porte de Montreuil
Bus 115 à côté de la mairie - arrêt place Villier
ou métro GALLIENI

Vie quotidienne

LETTRE D'UN TRAVAILLEUR MALADE DE HERSERANGE

Le début de ma maladie se situe en 1971, mais déjà bien avant, j'avais été blessé à l'usine et ce n'est que les conséquences de ma blessure. Depuis 71 je suis souvent malade, mais de 71 à 73 j'ai essayé de tenir le coup le plus longtemps possible. En 73 j'ai été obligé de m'arrêter complètement de travailler, il y aura trois ans le 16 septembre.

La Sécurité Sociale m'a fait de nombreuses tracasseries durant cette période. J'ai été obligé de demander une expertise qui a été à mon

avantage. Un reclassement professionnel devait donc m'être proposé et j'ai été convoqué à Nancy pour passer un examen psychotechnique et de culture générale. Là, on me dit que c'était bon et que j'allais être envoyé dans une école pour apprendre un nouveau métier, celui d'attaché commercial.

15 jours après on m'a reconnu handicapé physique catégorie B, mais, on m'a refusé le droit de me rendre à l'école sous prétexte que j'avais 40 ans et que j'étais trop vieux. Le veto venant du médecin de la Sécurité Sociale, sur l'expertise il était marqué

textuellement ceci : « une reprise du travail ne pourra être fixée qu'après reclassement professionnel ». Or, il y a deux jours je recevais un avis de reprise de travail du médecin conseil sans qu'un reclassement n'ait été trouvé.

A l'agence pour l'emploi on m'avait clairement expliqué, il y a quelque temps qu'il serait très difficile de trouver du travail à cause des nombreuses contre-indications médicales portées sur mon dossier.

Quel patron voudrait bien embaucher un handi-

capé physique à l'heure actuelle ? Quelle est la solution ; ma reprise du travail était fixée au lundi 10 mai ; je n'ai pas d'emploi et pas de possibilité d'en trouver. Que faire ? c'est un drame, j'ai deux enfants et une femme à nourrir, je ne sais plus que faire. A quoi sert-il d'être reconnu handicapé ? Ça sert à crever de faim. Un changement de société est nécessaire en France car les belles paroles que le gouvernement avait pour les vieillards, pour les malades ne sont jamais tenues.

C.HERSERANGE

"LES DOSSIERS NOIRS DU RACISME DANS LE MIDI DE LA FRANCE"

Paru dernièrement aux éditions du Seuil

«Ce n'est pas un attentat raciste !». Face aux décombres encore fumants du consulat d'Algérie à Marseille, le préfet de police Eckenroth prétend nier les menées racistes des groupes d'extrême-droite qui viennent de tuer, ce 14 décembre 1973, quatre ressortissants algériens et blesser une vingtaine d'autres.

L'enquête, comme toutes les autres enquêtes, n'aboutira pas. Mais elle s'orientera très vite vers les milieux fascistes, nostalgiques de l'Algérie «française». Cet attentat est revendiqué par un prétendu «Club Charles-Martel», dont le nom évoque le groupe «Martel» de l'OAS, spécialisé dans les plasticages, et dont certains membres seraient venus s'installer dans la région marseillaise, après l'indépendance de l'Algérie.

A la même époque, des harkis, manipulés par Eugène Ibagñés, président de «l'Union Syndicale de Défense des Intérêts des Rapatriés repliés d'Algérie et d'Outre-Mer», et très lié au groupe, ex-OAS «Justice Pied Noir», s'attaquent aux travailleurs immigrés algériens. Ils les retiennent

en otage, pendant que leur «chef», Laradji est reçu avec de grands égards par Poniatowski. Mais ce n'est pas tout : des appels répétés au meurtre des ressortissants algériens sont lancés dans les colonnes du «Méditerranéen», signés de Domenech ou de Giomei. Or ce dernier, très lié à Ibagñés, a dirigé, en mars 1973, un commando armé contre des travailleurs algériens grévistes de la faim à Marseille ; en bonne compagnie, d'ailleurs : Rognoni, plus tard candidat UDR au Conseil Général, et Zattara, frère du responsable du Centre Démocrate. Des noms que l'on retrouve mêlés au «Comité de Défense de Marseille», dont le siège est celui du Front National de Le Pen.

Comme le soulignent les auteurs, au terme de cette minutieuse enquête, «c'est vers les mêmes milieux, les mêmes personnages, les mêmes protections que s'orientent chaque fois les investigations, sans jamais aboutir. Une étrange chaîne de l'impunité semble s'être créée dans certaines sphères d'extrême-droite». Impunité rendue possible par l'appareil judiciaire qui toujours conclut



au non-lieu et se refuse à reconnaître l'existence des crimes crapuleux racistes, mais aussi par la police, qui, quand elle ne «ratonne» pas, quand elle ne participe pas elle-même à la «chasse à l'Arabe», enferme en détention illégale les immigrés dans la prison clandestine d'Arenç, qui fonctionne toujours, bien que l'ineffable Lecanuët ait déclaré que «il n'y a pas de goulag» à Marseille !

«Les Dossiers Noirs du Ra-

cisme» sont un passionnant et minutieux réquisitoire contre les menées des groupes fascistes, protégées par Poniatowski et Lecanuët. Mais on aurait aimé que des complicités entre les rapatriés aujourd'hui intégrés à l'appareil d'Etat, et la «moyenne bourgeoisie rapatriée», qui «connait des difficultés d'adaptation dans le domaine agricole». Mais le véritable problème, est celui de savoir pourquoi, la bourgeoisie française, aujourd'hui, dans son ensemble, protège les me-

nées de ces milieux d'extrême-droite. C'est en cela que le livre pêche par le manque d'une analyse réelle de la stratégie de l'impérialisme français à l'égard de l'Algérie, un des pays les plus avancés du Tiers-Monde en lutte. Mais, cette faiblesse ne saurait retirer des mérites à ce livre.

Bernardi, Dissler, Dugrand, Panzani : «Les Dossiers Noirs du Racisme», Seuil, Combats, 29 F.

Camille NOEL

Programme télé

VENDREDI 28 MAI

TF 1
18 h 30 - A la bonne heure.
19 h 05 - Chateau espérance feuilleton
19 h 20 - Actualités région.
19 h 40 - une minute pour les femmes
19 h 45 - Alors, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Au théâtre ce soir.
22 h 10 - Spécial Palmarès.
23 h 00 - Journal.

A 2
18 h 30 - Journal
18 h 40 - Le Palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres.
19 h 20 - Actualités région.
19 h 45 - Y'a un truc.
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les mystères de New-York feuilleton
21 h 30 - Apostrophes
22 h 40 - Journal
22 h 45 - Ciné-club : Les hommes volants, amér. de Weliman 1938 v.o. ss titrée.
00 h 25 - Fin.

FR 3
18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 05 - Programmes régiõ.
19 h 20 - Actualités région.
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de 24 h.
20 h 30 - Vendredi (le crédit).
21 h 30 - Amérique.
22 h 20 - Journal et fin (sauf :
22 h 35 - Emission alsacienne région de Strasb. uniquement.

feuilleton

HON DAT

DE ANH DUC

RÉSUMÉ :

Les blessés graves de l'armée gouvernementale viennent d'être précipités dans la mer depuis des hélicoptères américains. Pendant ce temps d'autres soldats sont réunis chez Mme Ba Ou.

37ème épisode LE PLAN DES DÉSERTEURS

Le caporal Co vida son verre d'un seul trait. Les trois soldats qui lui tenaient compagnie et qui avaient à peu près son âge l'imitèrent.

Ils posèrent ensuite leurs verres sur le lit de camp pour prendre dans une assiette un morceau de seiche grillée. La pluie tombait de plus en plus dru sur la gargote de Mme Ba Ou. Tout à l'heure scrutant le ciel et s'apercevant qu'un déluge allait s'abattre, elle n'avait pu cacher sa joie. Quand la fumée de la lampe avait commencé à filer plus vite et que le vent avait tourné au frais, elle s'était dit : «De grâce, faites tomber une de ces averses du tonnerre pour abreuver les nôtres dans la grotte».

Après avoir préparé des seiches pour les soldats «sympathisants», elle était restée là sur le seuil de la porte. La main sur le flanc, elle avait suivi des yeux les nuages noirs. Jamais elle n'avait attendu la pluie avec autant d'impatience. Quand les gouttes tombèrent sur le toit, elle souhaita qu'elles fussent plus lourdes. (...)

- D'ordinaire il ne pleut guère, en cette saison.

Mme Ba Ou sourit et dit mi - sérieuse, mi - plaisante :
- Mais cette année n'est pas comme les autres ! C'est le ciel qui aide les Viet Cong, ne trouvez - vous pas ?

Pendant que la pluie se déchainait, Mme Ba Ou se dépensait sans compter pour servir ses clients (...). Depuis près d'une semaine qu'ils étaient là, ils avaient fréquenté assidûment le débit de Mme Ba Ou. Le caporal Co l'avait découvert et y avait emmené ses amis. Deux jours auparavant, Co avait avoué à Mme Ba Ou leur désir de désertir et l'avait priée de les aider à



franchir le fleuve An Rang. Ils sauraient bien trouver tout seuls ensuite le chemin de Mac Can Dung, Ba Dau, Vinh Hanh et Chac Ca Dao. Voilà pourquoi ils étaient revenus ce soir.

Ils continuèrent à boire. Après avoir promené longuement ses doigts sur le rebord de l'assiette, signe visible d'hésitation, Mme Ba Ou finit par leur dire :

- J'ai promis de vous aider, touchée par votre nostalgie et votre vie de misère. Mais tout dépend de vous. Etes - vous résolu ? Je n'en suis pas très sûre.
- N'ayez crainte, madame, interrompit Co. Nous sommes résolu. Le plus tôt sera le mieux. N'avez - vous pas vu cette cargaison de blessés dans les hélicoptères ? Vous devez nous aider, si vraiment vous voulez nous voir échapper à un tel sort.

- Bien sûr que je vous aiderai, mais vous - mêmes, il faut vous montrer fermes.

- D'accord ! Vous n'avez donc pas confiance en notre parole ?

Mme Ba Ou sourit avec satisfaction. Puis, lâchant le rebord de l'assiette, elle se pencha vers le caporal Co.
- Eh bien ! chuchota - t - elle. Trouvez vous demain, à la tombée de la nuit, au carrefour, je serai là !

- Oui, oui !

- Soyez exacts. Il n'y aura pas d'autres occasions. J'ai déjà...

- Ne vous en faites pas, dit Co en hochant plusieurs fois la tête.

- Recommandez à vos camarades le secret le plus absolu, reprit Mme Ba Ou. Je me fie à vous.

- D'accord ! d'accord !

Le caporal Co vida encore un verre et se leva. Il se dirigea vers la porte. Constatant que la pluie avait diminué d'intensité, il se tourna vers ses camarades :

- Allez videz vos verres, on s'en va !
Les trois hommes finirent de boire et sortirent sans se presser.

Se rappelant les recommandations de Mme Hai Thep, la grosse femme tira le caporal par la veste :

- Pour les armes, dit - elle, ce sera tant mieux si vous pouvez en emporter d'autres. Mais si c'est trop difficile, il ne faut pas s'attarder à cause d'elles. Un fusil chacun c'est déjà bien. Bon, à demain ! A la tombée de la nuit et au carrefour. On a réuni une somme pour votre voyage. Vous n'avez pas à vous en inquiéter.

Co baissa la tête à ces mots en battant des paupières. Il reprit d'une voix étouffée :

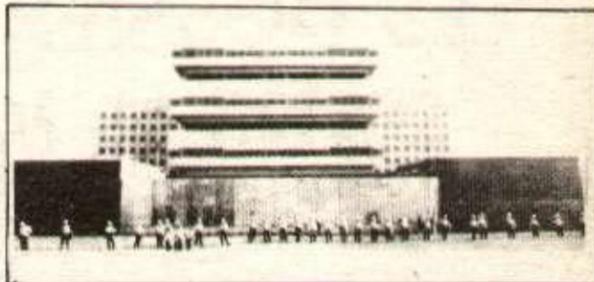
- Bon ! Au revoir, Mme Ba Ou !

Il se pressa sur la route glissante et fit part des recommandations de Mme Ba Ou à ses compagnons.

(à suivre)

OU VA L'ALLEMAGNE

REPORTAGE DE MARC ANDRÉ ET GÉRARD LINKEN



La mort suspecte d'Ulrike Meinhof, dans sa prison de Stammheim, est venue rappeler avec un éclairage particulièrement cru, les conditions de détention faites aux prisonniers politiques en RFA, et les moyens d'anéantissement très particuliers mis en œuvre par la justice allemande.

Trente ans après l'écroulement du nazisme, un fait comme celui-là joint à des dizaines d'autres que nous serons amenés à détailler dans ces colonnes (système des interdictions professionnelles, exclusion de syndicats, appels à la délation, chasse aux sorcières, fichage par ordinateur...), autorise à formuler la question : où va l'Allemagne aujourd'hui, les vieux démons ne sont-ils pas en train de résurgir ?

Cette question n'est pas seulement l'affaire du peuple allemand, elle est particulièrement importante pour les masses populaires dans notre pays et ce, pour deux raisons :

• D'une part, parce qu'il est de plus en

plus clair que dans les milieux politiques de la bourgeoisie, des voies de plus en plus fortes se font entendre pour suivre l'exemple allemand. C'est Giscard, qui au sortir d'une réunion des Neuf à Luxembourg, affirme qu'il faut s'inspirer du « consensus social » qui règne en Allemagne. C'est une partie du patronat qui prend exemple sur les restrictions importantes qui existent au droit de grève de l'autre côté du Rhin, pour exiger des mesures similaires dans notre pays. C'est Stolérü qui voyage en Allemagne, pour alimenter sa réforme de l'entreprise, pendant que, Poniatoski et Lecanuet vont prendre chez leurs collègues ouest-allemands des leçons de maintien de l'ordre et de justice expéditive. En clair, face à l'aggravation de la crise, les milieux politiques de la bourgeoisie française s'intéressent de plus en plus au modèle allemand et aux solutions qu'il propose. Voilà des menaces précises à l'encontre de notre peuple, et qui exige d'être prévenu de ce qui se passe dans l'Allemagne de Mr Schmidt, ce qui nous amènera d'ailleurs

à reconnaître dans certaines initiatives du gouvernement de Bonn, quelques-uns des projets du ministre de l'intérieur français, projets qui, s'ils n'ont pas encore connu de réalisations chez nous, en ont bel et bien en Allemagne.

• D'autre part, parce que l'Allemagne de l'Ouest prend aujourd'hui une place de plus en plus prépondérante en Europe, sur les plans économique, militaire (conventionnel) et, aujourd'hui, par conséquent, dans le fonctionnement même des institutions européennes des Neuf. L'ingérence allemande particulièrement manifeste lors des événements portugais de ces dernières années, surtout dans la promotion du parti de Soarès, vise à s'étendre. Il suffit de se rappeler les pressions grandissantes du chancelier Schmidt, lors des sommets européens, lorsqu'il enjoint à ses partenaires d'adapter leur politique économique à la sienne et qu'il bloque toute avancée de la discussion en attendant un accord sur ces positions. Et on est obligé de rapprocher cela, du fait

qu'en Allemagne même la propagande du SPD (parti socialiste) de Schmidt appelle ouvertement les travailleurs à être les meilleurs en Europe, à être un exemple pour les autres pays.

Intérêt de la bourgeoisie française pour les « solutions » allemandes à la crise, pressions politiques et ingérences croissantes de l'impérialisme allemand dans les autres pays européens, entre autres le nôtre, deux menaces convergentes contre le peuple de notre pays. Le court voyage que nous avons pu faire en RFA, nous a permis de saisir l'ampleur considérable des atteintes aux libertés démocratiques, et de soupçonner les liens multiples qu'entretiennent ceux qui en France et en Allemagne sont chargés de conduire cette politique autoritaire. Dans la bataille pour les libertés démocratiques dans notre pays, il est entre autre nécessaire de connaître ce qui se passe en Allemagne, et d'en empêcher la répétition en France. Le reportage qui suit, veut y contribuer.

L'Allemagne de l'Ouest doit voter à l'automne prochain. Les deux grands partis, SPD (social démocrate) et CDU-CSU (chrétiens démocrates), ainsi que le parti libéral (FDP) de moindre importance, ont déjà entamé leur campagne. Mais cette campagne se mène dans un climat nettement morose : contrairement aux précédentes élections de 69 ou même de 72, les masses n'investissent pas un grand intérêt dans les résultats d'octobre. Fait significatif, les récentes élections partielles qui se sont déroulées dans le Bade Wurtemberg (région de Stuttgart) ont connu un taux d'abstention inhabituel pour la RFA : plus de 25 %.

lementaire qui s'est développée de 66 à 69 pendant la période où CDU et SPD ont gouverné ensemble. A l'époque le SPD apparaît effectivement comme développant un projet en rupture avec celui de la CDU : une partie de cette opposition extra-parlementaire qui s'était manifestée lors des manifestations contre la guerre au Vietnam, ou lors de la contestation étudiante de 67-68, se rallia au parti social-démocrate avec comme ambition de le transformer de l'intérieur. Mais que reste-t-il de cela en 1976 ?

...AU «MANAGEMENT» DE LA CRISE

Brandt, s'il est toujours président du SPD a dû abandonner sa place de chancelier à Schmidt à la fin de 74. Officiellement, un espion de la RDA a été découvert dans l'entourage de Brandt. En fait, le remplacement de Brandt par Schmidt semble surtout correspondre d'une part à un coup d'arrêt dans l'Ostpolitik (la politique à l'est) mise en œuvre au début des années 70, d'autre part à la nécessité, face à la crise économique qui déferle sur l'Europe à la fin 73, de rompre avec la débauche de démagogie sociale (en paroles essentiellement) chère à Brandt, pour faire place à un appel rigoureux aux travailleurs de supporter le poids de la crise et de limiter leurs revendications. Schmidt s'en chargera au point de ne susciter guère de remontrance de la part du patronat allemand, qui voit en lui le véritable « manager de la crise ». Pendant ce temps, les sociaux-démocrates continuent d'utiliser la figure de Brandt en le maintenant à la présidence du SPD dont Schmidt n'est que le vice-président ! Mais sans véritable succès.

Sept années de pouvoir (sans compter les trois an-



«Sors de ta sale gauche».

LE TEST DE BADE WURTEMBERG

Et ainsi de plus en plus, non seulement dans l'image qu'en a la population, mais dans la propagande même du SPD s'estompent les distinctions qu'il avait tenté d'introduire avec les autres partis CDU et FDP. La manière dont s'est déroulée l'élection du Bade Wurtemberg est significative à ce sujet. Significative par son résultat d'abord : en dehors du taux d'abstention inhabituel que nous avons signalé plus haut, la victoire et la progression du CDU au détriment des deux autres partis ont été très nettes malgré le caractère ouvertement réactionnaire de la campagne du parti de MM Kohl et Strauss. Significative ensuite par les thèmes utilisés contre le SPD et la manière dont il y a répondu. « Liberté au lieu de socialisme » placardait partout la CDU qui vient de décider d'en faire le thème officiel de sa campagne électorale de cet automne ; en gros, les chrétiens démo-

crates reprochent à Schmidt de « faire du socialisme » en gonflant démesurément les dépenses publiques pour soutenir les travailleurs et en entravant la liberté d'entreprendre des capitalistes, par des interventions de l'Etat trop démesurées.

On voit de quel « socialisme » est suspecté M. Schmidt !

Face à cela, le SPD bien en peine de dresser de nouveau un projet de société cohérent capable d'illusionner les travailleurs, et de faire pièce globalement aux attaques de ses concurrents, se contente de riposter au coup par coup. Aux capitalistes et aux couches les plus réactionnaires, il argue du succès de sa politique de crise : les sacrifices imposés aux travailleurs, permettent à la RFA d'être moins éprouvée par la crise que ses concurrents et de pouvoir faire valoir son leadership sur l'Europe. Aux travailleurs le SPD explique qu'avec la CDU ce serait pire, leur niveau de vie serait encore plus amputé... Sans compter les arguments à usage interne à l'égard de ceux, à l'intérieur du SPD, qui rechignent à soutenir un parti qui s'est illustré maintes et maintes fois par des décrets ou des lois réactionnaires : « Si la CDU arrive au pouvoir et fait usage de toutes les lois que nous avons votées, il y aura danger contre la classe ouvrière » affirme la gauche du SPD pour convaincre des hésitants !

LE SPD, «LE MOINDRE MAL ?»

«Le SPD, c'est le moindre mal ! Cette phrase maintes fois entendue chez des travailleurs qui se résignent une nouvelle fois à accorder leur vote aux sociaux-démocrates, tout en multipliant leurs griefs contre eux en dit long. Long sur les désillusions qui habitent ces travailleurs après

dix ans de SPD au pouvoir. Long aussi sur le peu de perspectives dont ils disposent devant l'absence d'opposition révolutionnaire conséquente et d'alternative à la politique du SPD. C'est ce qui explique le caractère indécis du résultat des élections de cet automne.

Mais écarté du pouvoir, ou victorieux des élections, le SPD pourra se vanter d'avoir rendu un fier service à la bourgeoisie allemande. Ce sera en effet sous sa législature, que la bourgeoisie allemande aura forgé un système juridique et policier particulièrement renforcé, unique en Europe de l'Ouest, et qui n'est pas sous certains aspects, sans rappeler celui qu'elle avait mis en place il y a quarante ans. Certes aujourd'hui, il n'est pas utilisé massivement contre les travailleurs. Mais édifié de manière préventive, il n'en constitue pas moins une menace très directe contre les futures luttes du prolétariat allemand. Dans le climat de la fin des années 60 et du début des années 70 (développement du mouvement étudiant, grèves sauvages de 69 et 73, mouvement anti-impérialiste), il n'est pas évident qu'un gouvernement chrétien-démocrate aurait pu imposer de la même manière un cortège de mesures aussi répressives sans se heurter à une certaine riposte. Les sociaux-démocrates exploitant les illusions qu'ils avaient semées, ont pu mettre en place leurs mesures répressives sans d'opposition trop directe. Mais les désillusions importantes des masses à l'égard du SPD aujourd'hui, ne vont pas aujourd'hui jusqu'à contester largement les moyens répressifs exorbitants. C'est pourtant ce qui risque de peser le plus lourd si des affrontements bourgeoisie-prolétariat se dessinent !

(à suivre)

LES PARTIS BOURGEOIS REPRESENTES AU PARLEMENT (1972)	
CDU-CSU (dém. chrét.)	44,8%
SPD (soc. dém.)	45,9%
FDP (soc. dém.)	8,4%

C'est une coalition SPD-FDP qui dirige le gouvernement.

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS DU BADE WURTEMBERG (Avril 76)	
CDU	56,7% (+3,8% par rapport à 72)
SPD	33,3% (-4,3%)
FDP	7,8% (-1,1%)

DES ILLUSIONS REFORMISTES DE 69...

C'est que contrairement aux deux précédentes consultations électorales, la population allemande ne se sent pas interpellée par deux projets de société bien différenciés. Rappelons-nous 1969. Au pouvoir depuis vingt ans, c'est-à-dire depuis la création de la RFA, la CDU, le parti d'Adenauer est battu et cède la place. Bénéficiant d'un incontestable prestige, Willy Brandt le nouveau chancelier annonce un programme de vastes réformes, s'engage dans une nouvelle politique à l'Est, lance des appels pour rallier l'opposition extra-par-